



Jeudi 30 juin 2022

Rencontre avec le délégué inter-régional PACA, M. Dachicourt Régis

Considérations, d'ordre général :

- L'annonce de l'augmentation de 3,5% du point d'indice pour les fonctionnaires est très en deçà des attentes et des besoins des agents.

Les chiffres parlent d'eux même, 25% de perte de pouvoir d'achat depuis 2000, pas moins de 8% depuis le quinquennat Macron et les choix gouvernementaux de simplement relever l'indice minimum de traitement ont entraîné un tassement de la grille indiciaire sans précédent. D'historique, l'augmentation de 3,5% du point d'indice devient toute relative, au regard de tout ce que les personnels de la fonction publique ont perdu depuis 20 ans.

Il est donc impératif de redonner de l'attractivité à la fonction publique en proposant des grilles indiciaires remaniées avec des hausses significatives, traduisant des déroulements de carrières attractifs !

Considérations locales remplies de problèmes, de souffrances et d'inquiétudes :

- Le remue - ménage : le précédent COM (Contrat d'Objectifs et de Moyens) devait constituer un cap, une ambition à suivre pour la DGFIP. Les objectifs de « modernisations et d'amélioration » alors fixés, se sont en réalité accompagnés de nouvelles suppressions d'emplois, de rétrécissement et de digitalisation du réseau, de détérioration de notre service public.
- Dans les Hautes Alpes, depuis 2018, quasiment toutes les trésoreries ont fermé leurs portes pour être remplacées par 3 SGC, à Gap, Embrun et Briançon. Les 3 dernières trésoreries baisseront définitivement leurs rideaux dans 6 mois pour Tallard et Veynes et dans un an pour Laragne. Les 2 SIP-SIE d'Embrun et de Briançon ont également été remplacés par un SIP et un SIE, éloignant d'autant la population des services de gestion compétents pour répondre à leurs problèmes.

Faire croire que les maisons France Service vont remplacer les agents DGFIP est un mensonge.

Ainsi, quel est le vrai objectif de la démarche participative du « remue-méninges » ? Un écran de fumée, voire un alibi ou une caution morale à une nouvelle charge contre nos services ?

Ce dont les agents de la DGFIP ont besoin, ce sont des conditions de travail motivantes et de qualités, les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions de service public et la revalorisation immédiate du pouvoir d'achat.

Les sujets que nous souhaiterions aborder lors de cette entrevue sont :

- Les emplois dans le département : sur Embrun et sur Briançon, les prochains départs à la retraite laissent présager des heures sombres, qu'est-il prévu pour combler ?
- Les travaux à la cité Desmichel ? délais ? crédits budgétaires supplémentaires ? réinstallation des collègues de Veynes et de Tallard dans 6 mois ? Comment ?
Penser à mettre la climatisation au 3^e étage.
- Quid de la trésorerie de Laragne ? Nous ne comprenons toujours pas pourquoi cette structure n'est pas maintenue ouverte ? Avec sa fermeture, tout le sud du département est vidé des services de la DGFIP, les collectivités du 05 auront leur assignation comptable sur le 04, un éloignement en temps et en distance très important pour la population.
- Le plan forte chaleur : les derniers jours ont été marqués par de fortes chaleurs. A l'instar de ce qui est fait dans les Bouches du Rhône, FO a demandé pour les collègues installés dans les bureaux non climatisés, la mise en place des horaires aménagés sur une journée de travail continue, avec départ anticipé.
Nous réitérons notre demande pour que le dispositif soit activé dès les prochaines vagues de chaleur.
- Le devenir du SPFE 05 :